

Jeux olympiques : un cadeau empoisonné

Lors des Jeux olympiques de Londres, l'Organisation internationale du travail (OIT) a lancé une campagne de sensibilisation contre la traite des êtres humains.

Des boîtes-cadeaux géantes aux couleurs vives, dont l'intérieur dévoile la dure réalité de la traite des êtres humains, ont été installées dans les rues londonniennes.

Ces installations font partie de la campagne "Gift Box", destinée à interpeller l'opinion publique sur la traite des êtres humains, un délit qui n'épargne aucun pays du monde.

Les messages à l'extérieur

des boîtes reprennent les fausses promesses faites aux victimes. À l'intérieur on peut y voir des affiches contenant des informations sur les victimes, leurs récits et sur la traite des êtres humains.

Cette campagne « Gift Box » est une initiative

conjointe de l'ONG britannique Stop The Traffik, de UN.GIFT (Initiative globale pour combattre la traite des êtres humains) et de l'OIT. Pour en savoir plus sur cette campagne consulter le site Internet de l'OIT.



Fin des visas de « danseuses exotiques »

Le gouvernement fédéral cessera de délivrer des permis pour les « travailleurs étrangers » temporaires dans l'industrie du sexe. Depuis le 12 juillet, Ressources humaines et Développement des compétences Canada émettront des avis défavorables pour

toutes les demandes présentées par les entreprises de l'industrie du sexe.

De plus, Immigration Canada ne traite plus les demandes faites par des « travailleurs étrangers » temporaires qui veulent trouver un em-

ploi dans le secteur (bars de danseuses, salons de massage et services d'escortes).

La ministre Diane Finley a indiqué que cette mesure renforçait le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes, lancé en juin.

Dans ce numéro :

États-Unis - Mexique: Traite et trafic à la frontière	2
Rapport sur la traite de personnes dans le monde	3
Un réseau au Brésil	3
Droits des victimes de la traite	4
Campagne TruckSTOP	4

À surveiller

FREEDOM RELAY
(Relais de la liberté)
Marche contre la traite humaine
15 septembre 2012
À Montréal

États-Unis - Mexique: Traite et trafic à la frontière

En tant que chercheurs et militants intéressés à la question des migrations, nous sommes également préoccupés par l'enjeu de la traite des personnes. Nous avons beaucoup appris sur l'évolution de ce phénomène en visitant nos compagnons de *Kino Border Initiative* (KBI)*, une organisation du Service jésuite aux réfugiés active le long de la frontière américaine avec le Mexique.

Une réalité assez nouvelle que nous voyons apparaître, c'est l'enlèvement de personnes ou de groupes de migrants, retenus ensuite contre leur volonté dans le but d'exiger d'eux ou de leur famille une rançon en échange de leur libération.

Le Centre d'aide pour les migrants expulsés du *Kino Border Initiative* surveille les migrants nouvellement déportés afin de les protéger des trafiquants qui s'en prennent à ces personnes vulnérables. Récemment, le centre a formé une équipe de sécurité chargée d'assurer une présence bien visible. Les migrants doivent maintenant présenter une preuve de leur statut transitoire pour utiliser les services de l'organisme. Cela, afin d'éviter que des trafiquants s'infiltrerent dans les programmes et les services offerts par le centre. Un défi supplémentaire réside dans la montée du phénomène des femmes trafiquantes qui exploitent d'autres femmes



Centre de détention pour sans-papier, à la frontière des États-Unis avec le Mexique (photo: Marco Veilleux, 2010)

et des enfants – les plus vulnérables des migrants.

Les êtres humains sont de plus en plus considérés comme de la marchandise ou, comme le dit l'un des membres de l'équipe du KBI, « Walmartisés ». Par exemple, toute personne traversant la frontière vers les États-Unis doit maintenant s'attendre à payer un « péage » imposé par le cartel local.

Devant ces défis, les Églises locales visent d'abord à fournir un refuge sûr pour ces migrants. Même si ce « ministère pastoral » est de mieux en mieux organisé, il manque toujours de ressources appropriées et il repose essentiellement sur la contribution de bénévoles.

L'Église étasunienne, par le biais du Bureau des services aux migrants et aux réfugiés de la Conférence des évêques catholiques des États-Unis, coordonne une coalition de groupes œuvrant contre la traite humaine. Cette coalition fournit à ses membres des informations sur un certain nombre d'activités, de cam-

pagnes et de développements législatifs. Elle est composée de groupes prestataires de services, d'éducateurs, d'administrateurs d'église, de membres de communautés religieuses, etc.

Au *Jesuit University of San Francisco*, les étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs participent à quelques programmes axés sur la traite humaine, ses causes profondes et les stratégies pour soutenir les populations vulnérables. Quelques-uns de ces cours proposent même des programmes d'immersion d'étudiants dans certaines régions du monde d'où proviennent de nombreuses victimes de la traite.

Les auteurs sont Jim Stormes, S.J. et Mike Duffy du *Joan and Ralph Lane du Center for Catholic Studies and Social Thought de l'Université de San Francisco*

* Pour en savoir plus sur le KBI www.kinoborderinitiative.org

Note : La traite humaine sera le thème de la rencontre annuelle de l'apostolat social des jésuites de la Californie et de l'Oregon prévue à la fin octobre. Un des auteurs de ce texte, Mike Duffy y sera conférencier.

Collaboration SJ

Traduction libre : Marco Veilleux

Rapport sur la traite de personnes dans le monde

Le rapport annuel sur la traite de personnes publié par les États-Unis estime que plus de 27 millions de personnes seraient réduites en esclavage dans le monde. Des 185 pays étudiés dans le rapport, seuls 33 se conforment aux Conventions internationales existantes pour mettre fin à la traite d'êtres humains.

Parmi les 17 pays les moins bien notés de ce rapport se trouvent l'Algérie, la République démocratique du Congo, la Libye, la Corée du Nord et l'Arabie saoudite.

Toutefois, il a été observé que 29 pays étudiés étaient remontés dans le classement établi par le département d'État responsable du rapport.

Des recommandations ont été adressées au Canada. Le Canada doit intensifier ses efforts d'enquêtes et de poursuites des infractions liées à la traite humaine, condamner et punir les trafiquants au moyen de lois antitraites; être plus proactif dans l'application des lois sur la traite lors des enquêtes, y compris lors des allégations de travail forcé parmi les travailleurs migrants; améliorer les services de soins spécialisés offerts aux victimes de la traite, en partenariat avec les organisations de la société civile; accroître les efforts pour sensibiliser les policiers, les procureurs et les juges sur la traite et sur une utilisation plus efficace des lois canadiennes anti-

traites; établir des mécanismes formels d'identification des victimes et de références aux services de protection pour les fonctionnaires; augmenter les enquêtes et les poursuites dans les cas de tourisme sexuel juvénile de Canadiens à l'étranger; poursuivre les efforts visant l'amélioration de collecte de données sur la traite et renforcer la coordination entre les gouvernements fédéral et provinciaux sur l'application de la Loi et des services aux victimes.

Le CATHII a contribué à faire connaître le point de vue de la société civile canadienne pour ce rapport.

Un réseau au Brésil

Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (SNJM) font partie du réseau national de la Conférence religieuse brésilienne qui travaille contre la traite humaine - *Rede: Um Grito Pela Vida*. Elles travaillent présentement à sensibiliser en vue de la Coupe mondiale de 2014 et des Jeux olympiques de 2016 qui auront lieu tous deux à Rio de Janeiro. Des campagnes se préparent pour alerter la population avant et durant ces grands événements. Ces démarches se font en lien avec des organismes gouvernementaux et des ONG.

De plus, elles ont participé au début de juin à une réunion de 3 jours dans le nord-est brésilien sur la traite.

Une autre action a été de convaincre les évêques d'utiliser le thème de la traite humaine pour les carêmes 2013 ou 2014. Chaque année, la conférence des évêques du Brésil organise une campagne de fraternité pour conscientiser la population sur un problème social. **Bonne nouvelle, le thème de la traite humaine a été choisi.** La population brésilienne sera mieux informée et il y aura une plus



grande participation.

Les Sœurs SNJM profitent de toutes les occasions qui se présentent à elles pour informer sur les enjeux de la traite. Elles vivent dans une région où cela se passe, sans que les gens s'en aperçoivent.

Collaboration SNJM

Droits des victimes de la traite

La Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Joy Ngozi Ezeilo a présenté son rapport consacré cette année à l'administration de la justice pénale dans les cas de traite des personnes. Mme Ngozi Ezeilo a constaté que de nombreux États s'étaient insuffisamment intéressés aux droits des victimes. Elle souligne que la criminalisation n'est pas une fin en soi: elle doit être accompagnée d'une mise en œuvre effective de la loi et de l'imposition de sanctions appropriées et que l'identification rapide et vérifiée des victimes est essentielle à cet égard.

Le rapport de Mme Ngozi Ezeilo reconnaît aussi le rôle important

des associations de soutien aux victimes qui sont souvent les toutes premières à entrer en contact avec les victimes. Elle s'est félicitée qu'un certain nombre d'États ait commencé à former leur police pour la sensibiliser au problème. En outre, elle souligne l'importance de fournir une protection et un soutien aux victimes. Cela joue un rôle critique pour permettre des enquêtes efficaces et la poursuite des auteurs. Les victimes doivent en effet être en mesure de participer en toute confiance et sécurité au processus judiciaire et pouvoir fournir les preuves de leur exploitation. Elle déplore les conditions d'accueil de victimes qui perdent souvent toute liberté de mouve-

ment là où elles trouvent refuge. En conclusion, la Rapporteuse spéciale a appelé les États à édicter des cadres législatifs clairs et applicables qui s'appuient sur le respect des droits des victimes.

Mme Ngozi Ezeilo a aussi soumis des rapports sur les missions qu'elle a effectuées en Australie et en Thaïlande, ainsi qu'un document consacré à la réunion d'experts qu'elle a convoquée sur les poursuites engagées dans les affaires de traite des personnes.

Le rapport est disponible en anglais sur le site du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.



Campagne TruckSTOP

La campagne TruckSTOP de PACT-Ottawa vise à sensibiliser les camionneurs à la traite de personnes. Elle comprend des affiches, des sous-verres, des cartes et des CD audio contenant des renseignements sur la traite humaine. Ce matériel a été distribué dans les aires de repos des camionneurs dans le sud de l'Ontario. Le CD com-

prend un documentaire intitulé « Watch for the Signs » d'une durée de 15 minutes ainsi que l'adaptation pour la radio de la pièce de théâtre «The Walk» de Catherine Cunningham-Huston. La campagne TruckSTOP fait partie du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes adopté en juin par le

gouvernement fédéral. La trousse sera bientôt disponible en français.

Pour en savoir plus, visitez le site de PACT-Ottawa.

PROCHAIN NUMÉRO

- Appel à l'action 2012/2013
- Suite de Rio +20

Pour nous joindre :

info@cathii.org
www.cathii.org

Blog : nouvellescathii.blogspot.com/
Facebook : www.facebook.com/CATHII.info
Twitter : twitter.com/Cathii_info